



INTIATIVE POUR L'**E**DUCTION ET LE **C**ONTRÔLE DU **T**ABAGISME

Cité Arconville partant du carrefour Arconville vers l'hôpital de Zone, 4ème von
à droite, 9ème carré à gauche/ Abomey-Calavi, 01BP.7424 Cotonou,

Téléphone: (+229) 97792721 / 64972546

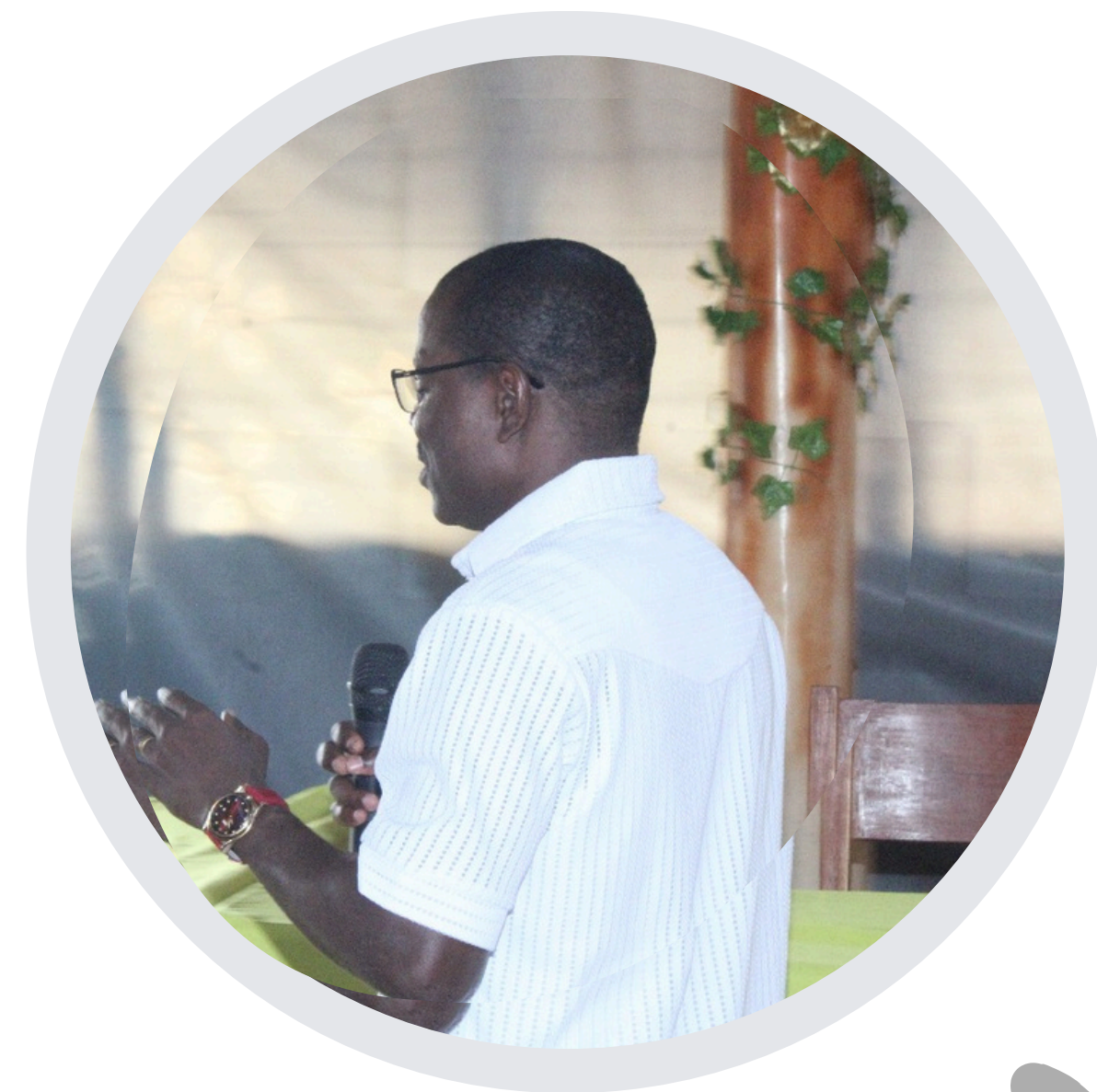
2025

RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL

**SIÈGE SOCIAL : CITÉ ARCONVILLE, ZOPAH, ABOMEY-CALAVI,
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN**

**RECONNAISSANCE LÉGALE : N°2008/0584 DEP-ATL-LITT/SG/SAG-
ASSOC DU 10 DÉCEMBRE 2008**

PÉRIODE COUVERTE : JANVIER - DÉCEMBRE 2025





Sommaire

1. MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2. PROFIL ORGANISATIONNEL

3. FAITS MARQUANTS 2025

4. RÉALISATIONS PAR PILIER D'INTERVENTION

5. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

6. PARTENARIATS ET COLLABORATION

7. APERÇU FINANCIER



1. MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers partenaires, membres et amis de l'IECT,

C'est avec une profonde satisfaction que je vous présente le rapport d'activité 2025, une année qui participe grandement à l'histoire de notre organisation, comme celle d'une transformation institutionnelle majeure.

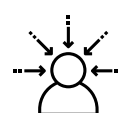
Le 22 avril 2025, notre Assemblée Générale Ordinaire a marqué un tournant décisif avec le renouvellement du Conseil d'Administration et l'adoption de modifications stratégiques de nos textes fondamentaux. Cette étape témoigne de la vitalité de notre gouvernance et de notre engagement à évoluer pour mieux servir notre mission.



L'année 2025 a été celle de la consolidation et de la professionnalisation. Grâce au soutien indéfectible de l'African Capacity Building Foundation (ACBF), nous avons franchi des étapes majeures : adoption d'un Code de Conduite rigoureux garantissant notre intégrité face aux interférences de l'industrie du tabac, élaboration d'une Politique de Gestion des Ressources Humaines structurant notre capital humain, et développement d'une Politique de Mobilisation de Ressources traçant notre trajectoire vers l'autonomie financière.

Sur le terrain, nos équipes ont démontré une capacité d'action exceptionnelle. Les ateliers de renforcement des capacités de la Police Républicaine à Allada et Cotonou ont produit des résultats tangibles avec des saisies significatives de matériel de consommation de chicha. Le partenariat renforcé avec les forces de l'ordre illustre la puissance de la collaboration multisectorielle que nous prônons.

Notre engagement envers l'éducation et le développement de la jeunesse s'est poursuivi avec constance, touchant des centaines de bénéficiaires à travers nos programmes de distribution de kits scolaires et de formation de talents. Ces actions, moins médiatisées mais tout aussi essentielles, incarnent notre vision d'un développement humain intégral.



Les défis demeurent nombreux. La dépendance financière, les résistances de l'industrie du tabac, l'application encore inégale de la législation nous rappellent que le chemin reste long. Mais la dynamique enclenchée, portée par une gouvernance renouvelée et des équipes mobilisées, nous inspire confiance.

Je remercie chaleureusement tous les membres du Conseil d'Administration pour leur engagement, l'équipe exécutive pour son professionnalisme, nos partenaires pour leur confiance, et les bénéficiaires qui donnent sens à notre action. Ensemble, nous construisons un Bénin plus sain et plus éduqué.

Madame SINTONDI YAYA Blandine
Présidente du Conseil d'Administration





2. PROFIL ORGANISATIONNEL

2.1. Identité et Mandat

L'Initiative pour l'Éducation et le Contrôle du Tabagisme (IECT) est une organisation non gouvernementale béninoise à but non lucratif, légalement reconnue depuis 2008. Notre intervention s'articule autour de trois piliers statutaires complémentaires qui définissent notre identité unique dans le paysage associatif béninois.

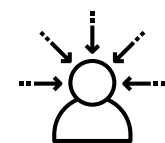
Mission : Contribuer au développement humain intégral des populations béninoises, particulièrement des jeunes et des groupes vulnérables, à travers des interventions éducatives ciblées, des actions de prévention et de contrôle du tabagisme, et des programmes de développement des talents de la jeunesse.

Vision 2030 : Être reconnue comme une organisation de référence au Bénin et en Afrique de l'Ouest francophone pour nos interventions de qualité dans l'éducation, la lutte antitabac et le développement de la jeunesse, caractérisée par l'excellence de nos programmes, la solidité de nos partenariats et l'impact mesurable de nos actions.

Direction Exécutive :

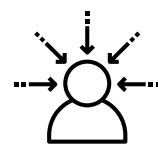
Le Bureau Exécutif, sous la direction de Monsieur FATON Augustin, Directeur Exécutif, assure la mise en œuvre opérationnelle de nos programmes. La structure technique comprend une Direction des Programmes, une Direction Administrative et Financière, et un service de communication.

2.2. Trois Piliers d'Intervention



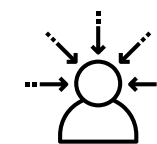
PILIER 1 : LUTTE ANTITABAC

Depuis notre création, la lutte contre le tabagisme constitue notre domaine d'expertise reconnu. Nos interventions couvrent le plaidoyer politique, la surveillance de l'industrie du tabac, les campagnes de sensibilisation communautaire et l'accompagnement, dans une certaine mesure, au sevrage tabagique. Nous avons joué un rôle décisif dans l'adoption de la loi n°2017-27 du 18 décembre 2017.



PILIER 2 : ÉDUCATION

Notre engagement éducatif se manifeste à travers la distribution de kits scolaires aux élèves méritants, le soutien aux orphelins et enfants vulnérables, et l'alphabétisation des femmes rurales.



PILIER 3 : ACTIVITÉS JEUNESSE

Le développement des talents sportifs, l'équipement des jeunes vulnérables en kits sportifs, et l'organisation d'activités récréatives et culturelles composent ce pilier.

3. FAITS MARQUANTS 2025

Lutte Antitabac et Application de la Loi

- ✓ 19 juin 2025 : Atelier avec la Police Républicaine à la préfecture d'Allada
- ✓ 17 juillet 2025 : Atelier à la préfecture de Cotonou avec engagement des forces de l'ordre
- ✓ 30 juillet 2025 : Formation de 20+ cadres sur les tactiques de l'industrie du tabac
- ✓ 25 avril 2025 : Atelier de partage du rapport alternatif
- ✓ Novembre 2025 : Mission de reconnaissance auprès de 3 commissariats exemplaires sélectionnés



Gouvernance et Renforcement Institutionnel

- ✓ 22 avril 2025 : Assemblée Générale Ordinaire avec renouvellement démocratique du CA
- ✓ 25 juin 2025 : Adoption du Code de Conduite IECT aligné sur l'article 5.3 de la CCLAT
- ✓ 1-2 juillet 2025 : Formation des cadres sur le Code de Conduite
- ✓ 14 août 2025 : Validation de la Politique de Gestion des Ressources Humaines
- ✓ Décembre 2025 : Élaboration de la Politique de Mobilisation de Ressources 2025-2030

Collaboration et Réseautage

- ✓ 26 mars 2025 : Atelier de la Plateforme Halte-Tabagisme-Bénin sur la mobilisation en consortium
- ✓ 20+ organisations mobilisées avec adoption d'un plan d'action 2025-2026

Chiffres Clés 2025

- 8 ateliers et formations stratégiques organisés
- 150+ acteurs clés formés
- 20+ organisations dans la Plateforme
- 3 politiques institutionnelles adoptées
- Conformité élevée constatée dans les zones prioritaires



4. RÉALISATIONS PAR PILIER D'INTERVENTION

4.1. PILIER 1 : LUTTE ANTITABAC

4.1.1. Plaidoyer et Application de la Législation

Atelier de Partage du Rapport Alternatif (25 avril 2025)

L'atelier au Centre Les Joyaux a réuni 25 acteurs clés des ministères de la Santé, du Commerce, des Finances, de l'Éducation, de l'OMS et des OSC. Cette rencontre visait à mobiliser les instances décisionnelles pour une meilleure mise en œuvre de la loi n°2017-27, sept ans après son adoption.

Le consultant M. TINDJILE Mondéa a présenté un bilan révélant que si les mesures d'étiquetage et d'interdiction de publicité sont fortement appliquées, d'autres dispositions essentielles demeurent ignorées : interdiction de vente à la tige, interdiction de vente près des écoles, et lutte contre le commerce illicite.

Dr SEGNON Judith a dénoncé la régression fiscale : "De 12% en 2012, nous avons fait grimper la taxe à 100% avant 2025. Mais aujourd'hui, nous sommes descendus à 40%." Cette déclaration illustre les pressions économiques et la nécessité d'un plaidoyer soutenu.

L'atelier a produit une matrice des obstacles et stratégies pour huit mesures clés, constituant une feuille de route opérationnelle. La non-crédation de l'ONLCT a été identifiée comme un obstacle majeur nécessitant un plaidoyer politique renforcé.

Formation sur les Tactiques de l'Industrie du Tabac (30 juillet 2025)

Vingt cadres stratégiques ont bénéficié d'une formation pointue animée par M. FAGBEMI Géraud Alamissi, juriste expert. Cette formation visait à renforcer la veille face aux stratégies de l'industrie du tabac dans le commerce illicite.

Quatre tactiques principales ont été exposées : détournement du discours antitabac, influence politique et lobbying, manipulation des données, et exploitation des faiblesses réglementaires.

Les recommandations incluent : finalisation du projet de traçabilité au Ministère des Finances, utilisation de manifestes électroniques, formation des agents de douane, évaluation des bénéficiaires de licences, et collaboration avec les fournisseurs Internet pour la traçabilité en ligne.



4. RÉALISATIONS PAR PILIER D'INTERVENTION

4.1. PILIER 1 : LUTTE ANTITABAC

4.1.2. Partenariat Stratégique avec les Forces de l'Ordre

Ateliers de Renforcement de Capacités de la Police Républicaine

L'année 2025 a marqué un tournant décisif dans la collaboration société civile-forces de l'ordre pour l'application de la réglementation antitabac.

Atelier d'Allada (19 juin 2025) :

Premier atelier à la Préfecture d'Allada avec 31 participants dont une majorité de commissaires du département de l'Atlantique. La présence du représentant du Préfet Jean-Claude CODJIA et de Dr SEGNON Judith a conféré une légitimité institutionnelle forte.

Trois zones rouges identifiées : Godomey, Pahou et Akassato. Les débats ont révélé une difficulté majeure : l'absence de moyens de contrainte pour les consommateurs individuels, contrairement aux responsables d'établissements.

Stratégie adoptée à l'unanimité : concentrer les efforts sur les responsables d'établissements. Plan d'action : une semaine de sensibilisation, un moratoire d'une semaine, puis phase répressive.

Atelier de Cotonou (17 juillet 2025) :

Second atelier avec la présence personnelle du Préfet O. Alain et 38 participants. Adaptation de la stratégie au contexte urbain dense de la capitale économique. Zones prioritaires identifiées : Haie Vive, zone portuaire, Ganhi, Dantokpa, et Fidjrossè. Création d'une cellule de veille spéciale à la Préfecture. Comité de pilotage élargi incluant associations d'hôteliers et restaurateurs.

Résultats Concrets :

Suite aux ateliers, plusieurs commissariats ont réalisé des saisies significatives de matériel de chicha dans de nombreux établissements, démontrant que l'application de la loi est devenue une réalité opérationnelle.

ATELIER D'ALLADA



ATELIER DE COTONOU





5.1.3. Mission de Reconnaissance (Novembre 2025)

Mission auprès de trois commissariats exemplaires pour renforcer le partenariat et maintenir la dynamique positive.

Godomey (14 novembre) : Réception par le Commissaire ZANNOU Constant. Présentation officielle de la Plateforme et félicitations pour les actions menées.

Coordination Allada-Togoudo (15 novembre) : Rencontre avec le mandant ASSOGBA Arcade. Valorisation des résultats depuis l'atelier du 19 juin. Système d'échange d'informations établi.

Tori-Bossito avec Descente Terrain (25 novembre) : Visite exceptionnelle avec le CP2 YAHOUEDÉHOU Alain qui a dépêché deux agents pour une tournée d'établissements.

Constats : signalétiques d'interdiction systématiques, absence de matériel de chicha, promoteurs respectueux. La délégation a félicité directement les promoteurs conformes, créant un cercle vertueux de reconnaissance.

Cette mission a produit un effet motivationnel considérable et établi des canaux de communication permanents.



4.1.4. Coordination de la Plateforme Halte-Tabagisme-Bénin

Atelier de Renforcement des Capacités (26 mars 2025)

Atelier au Centre Les Joyaux pour approfondir les compétences en mobilisation de ressources en consortium. Formation animée par Dr DEDJINOU Serge.

État des lieux : stabilité de la prévalence chez les adultes (5,1%) mais augmentation chez les jeunes de 15-24 ans (12,5%). Émergence des nouveaux produits du tabac.

Sessions techniques : panorama des financements (Bloomberg, OMS, fondations), techniques d'élaboration de projets en consortium, et mécanismes de suivi-évaluation.

Trois groupes ont produit des ébauches : prévention chez les jeunes, plaidoyer pour les taxes, et accompagnement au sevrage.

Adoption d'un plan d'action 2025-2026 et formalisation des mécanismes de coordination. Cartographie des financements désormais disponible pour tous les membres.





4.2. PILIER 2 : ÉDUCATION

Notre engagement éducatif s'est poursuivi avec constance, touchant des centaines de bénéficiaires directs et leurs familles.

Distribution de Kits Scolaires : Kits complets aux meilleurs élèves contenant fournitures, uniformes et matériels pédagogiques. Reconnaissance motivante de l'effort scolaire.

Soutien aux Orphelins et Enfants Vulnérables : Programme d'appui garantissant l'accès à l'éducation : prise en charge des frais, fourniture de matériel, accompagnement psychosocial.

Alphabétisation des Femmes Rurales : Sessions d'alphabétisation fonctionnelle permettant l'acquisition de compétences en lecture, écriture et calcul, renforçant l'autonomie économique et sociale.



4.3. PILIER 3 : ACTIVITÉS JEUNESSE

Formation de Talents Sportifs : L'académie de football Union Omnisport d'Akassato (UOA), avec le soutien de IECT, a poursuivi la formation de jeunes talents avec encadrement technique de qualité. Transmission de valeurs : discipline, esprit d'équipe, persévérance et fair-play.

Équipement et Activités Récréatives : Distribution de kits sportifs aux jeunes vulnérables et organisation d'activités récréatives et culturelles contribuant à l'épanouissement de centaines de jeunes.



5. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

5.1. Gouvernance Renouvelée

Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2025

L'AGO tenue au siège de l'IECT à Abomey-Calavi a rassemblé vingt membres sur les vingt-et-un inscrits, dépassant largement le quorum statutaire de 50%. Cette participation exceptionnelle témoigne de l'engagement et de l'intérêt des membres pour la vie de l'organisation. Processus électoral rigoureux : Un présidium de trois membres non-candidats a été constitué (M. KOUMABANE Joachim, M. DEDJINOUE Serge, M. DOHOU Alexis), assisté de deux scrutateurs. Sept postes du Conseil d'Administration ont fait l'objet d'élections à bulletin secret, garantissant la transparence et la liberté de choix.

Résultats notables :

- Présidente : Mme SINTONDI YAYA Blandine réélue (15 voix/20)
- Vice-président : M. HOUNSA Innocent réélu (17 voix/20)
- Secrétaire Général : M. ODJO Carlos élu (17 voix/20)
- Secrétaire Générale Adjointe : Mme VITOESSI Anaëlle élue (16 voix/20)
- Trésorière Générale : Mme AGBOTON Virginie élue (18 voix/20)
- Trésorière Générale Adjointe : Mme DOSSOU Marthe élue (19 voix/20)
- Organisateur Général : M. SALOU Bachirou Zulkifl réélu à l'unanimité (20 voix/20)

Modifications des textes fondamentaux :

L'Assemblée a adopté à l'unanimité des modifications stratégiques des statuts et du règlement intérieur, notamment :

- Mise à jour de l'adresse du siège social (Cité Arconville, Abomey-Calavi)
- Procédure détaillée de transfert du siège avec obligation de compte-rendu au CA
- Modification de la durée des mandats : passage de "renouvelable une seule fois" à "renouvelable" pour plus de stabilité
- Réduction du délai de tenue de l'AGO après clôture de l'exercice de six à trois mois

Validation du cabinet d'audit : L'Assemblée a validé à l'unanimité le choix du cabinet TALES EXPERT & CONSEILS pour assurer la vérification des comptes 2025.

5. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

5.2. Cadre Éthique et Code de Conduite

Élaboration et Adoption (25 juin 2025)

L'IECT a adopté un Code de Conduite de référence internationale, élaboré par Emmanuel Jésusyi FATON, juriste consultant. Ce document de 34 articles répartis en 11 titres constitue notre bouclier contre les interférences de l'industrie du tabac.

Principes fondamentaux :

Le Code s'articule autour de six valeurs cardinales : Intégrité (transparence absolue), Indépendance (autonomie totale vis-à-vis de l'industrie du tabac), Responsabilité (redevabilité envers bénéficiaires et bailleurs), Excellence (professionnalisme), Équité (égalité de traitement), et Respect (dignité humaine et diversité).

Dispositions majeures :

Bouclier anti-ingérence : Interdiction absolue d'accepter tout financement, avantage, hospitalité ou formation de l'industrie du tabac. Définition extensive incluant fabricants, distributeurs, fournisseurs, organisations de façade et nouveaux produits. Protocole de signalement obligatoire sous 48-72h avec documentation sécurisée.

Excellence comportementale : Standards d'excellence professionnelle, développement continu, harmonie relationnelle, communication institutionnelle responsable.

Gestion financière rigoureuse : Orthodoxie financière, transparence dans les acquisitions, protection du patrimoine.

Prévention des conflits d'intérêts : Identification préventive, régime déclaratif obligatoire, politique stricte des avantages.

Sécurité informationnelle : Classification multiniveau des informations (Publiques, Internes, Confidentielles, Secrètes), obligations de confidentialité, cybersécurité.

Mécanismes opérationnels : Formation systématique, système de signalement sécurisé avec protection des lanceurs d'alerte, Commission d'éthique indépendante.

Régime disciplinaire gradué : Avertissement écrit, blâme officiel, mise à pied, rétrogradation, licenciement immédiat pour violations graves.

Formation sur le Code de Conduite (1-2 juillet 2025)

Formation de deux jours au siège de l'IECT réunissant les dix membres du CA et du Bureau Exécutif. Animée par Emmanuel Jésusyi FATON avec méthodologie interactive : présentations magistrales, études de cas, débats dirigés, jeux de rôles. Adoption formelle le 15 juillet 2025, allocation budgétaire dédiée, désignation d'un membre référent, communication sur l'adoption. Direction : mise en œuvre immédiate, formation du personnel sous 30 jours, reporting mensuel au CA.



5.3. Politique de Gestion des Ressources Humaines

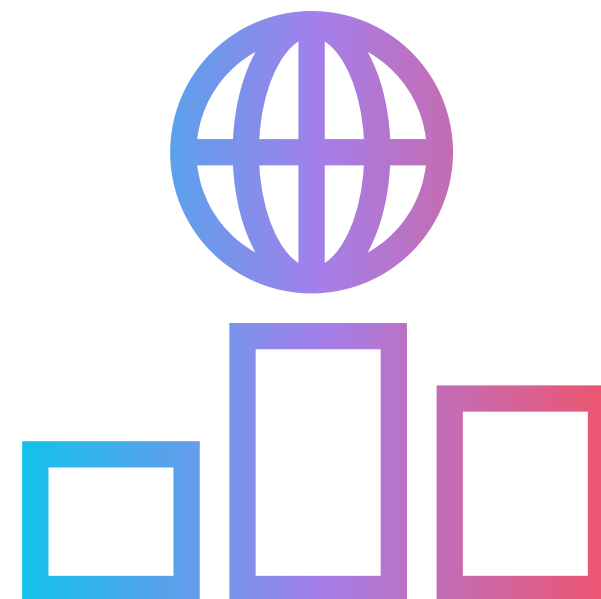
Élaboration et Validation (14 août 2025)

Élaborée par le Groupement SIFEX SARL et BEST FOR AFRICA GROUP SARL, présentée par M. HOUNFODJI Élisée Daniel, cette politique structure la gestion de notre capital humain.

Justification : Dans un environnement marqué par la mondialisation et la rareté des ressources, la professionnalisation de la GRH apparaît comme un levier stratégique essentiel. L'absence d'un document formel spécifique aux RH constituait un gap significatif.

Contenu du manuel (16 volets) :

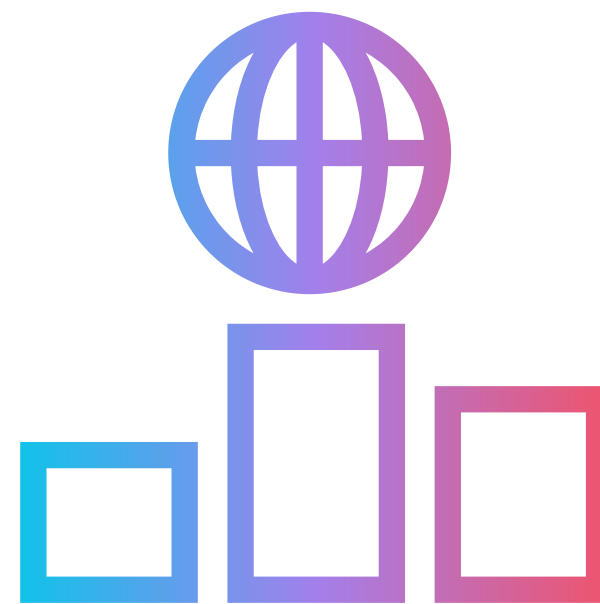
1. **Organigramme** : Structure claire avec Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau Exécutif (Direction Exécutive, Direction Programmes, Direction Administrative et Financière).
2. **Cadre légal** : Référence au Code du Travail béninois, convention collective, loi sur l'embauche, contrat de travail, règlement intérieur.
3. **Code de bonne conduite** : Intégration du Code adopté en juin 2025.
4. **Gestion des emplois** : Référentiel des postes, descriptions détaillées, cadre organique, évaluation et classification.
5. **Gestion des compétences** : Définition des profils, référentiel, évaluation des performances, accompagnement du développement, polyvalence, anticipation des besoins.



6. **Gestion des effectifs** : Types d'effectifs, analyse quantitative et qualitative, gestion prévisionnelle avec ratios clés.
7. **Du recrutement à la retraite** : Procédures (période d'essai, contrat, affectation, évaluation, mutation, missions, absences, congés, rupture, accueil et intégration).
8. **Rémunération et avantages** : Grille salariale basée sur poste, qualification, compétences et ancienneté. Composantes : salaire de base + accessoires (gratifications, déplacements, allocations).
9. **Gestion administrative** : Dossiers individuels, fiches de paie, documents juridiques, manuel de procédures.
10. **Sécurité au travail et ergonomie** : Respect des normes environnementales, aménagement des espaces, évaluation continue.



- **Formation** : Planification annuelle basée sur évaluation des besoins, axes de développement, budget dédié $\geq 3\%$, suivi de l'impact.
- **Carrière et développement** : Articulation emplois-compétences-évaluations avec critères d'évolution.
- **Motivation et rétention** : Application rigoureuse du Code de Conduite, harmonisation vie professionnelle-vie privée, incitations salariales, management participatif, climat favorable, considération aux travailleurs, primes au mérite, enquêtes de satisfaction, audit des pratiques.
- **Sanctions disciplinaires** : Cadre juridique (Code du Travail, Convention Collective, Code de Conduite, Règlement intérieur), qualification des fautes (légère, lourde, grave), procédure de sanction disciplinaire.
- **Profils de postes** : Fiches détaillées pour 8 postes clés (Directeur Exécutif, Chargé de Programme, RAF, Comptable, Assistant Comptable, Conseiller Juridique, Chargé de Communication, Secrétaire).
- **Documents types** : Modèles de contrats, fiches d'évaluation, décisions de congé, lettres de prise de service, fiche de recrutement.



Le Conseil d'Administration réuni en séance le 14 août 2025 a procédé à un examen exhaustif section par section. Plusieurs amendements substantiels ont été apportés pour adapter le document aux spécificités opérationnelles et culturelles de l'IECT. L'adoption unanime témoigne de la conviction partagée quant à la nécessité et à la qualité du document.



5.4. Politique de Mobilisation de Ressources 2025-2030

Contexte et Nécessité Stratégique

Face à une vulnérabilité financière critique caractérisée par une dépendance de 95% vis-à-vis d'un seul bailleur (ACBF), l'IECT a élaboré une politique ambitieuse de mobilisation de ressources. Cette dépendance expose l'organisation à des risques existentiels en cas de réorientation du partenaire.

Opportunités identifiées : Le secteur éducatif béninois bénéficie de flux annuels dépassant 200 millions USD. Le financement global de la lutte antitabac stagne autour de 800 millions USD annuellement.

Objectif général : Établir un cadre stratégique pour diversifier substantiellement les sources de financement, réduire la vulnérabilité financière critique, et assurer la durabilité institutionnelle à long terme.

Objectif financier global : 1 000 000 USD sur 5 ans (2025-2030)



Diagnostic de la situation :

- Dépendance ACBF : 95% du budget (risque critique)
- Nombre de bailleurs actifs : 1 principal (risque très élevé)
- Réserves financières : 0 mois de fonctionnement (risque critique)
- Personnel dédié mobilisation : 0 ETP (risque élevé)
- Outils de gestion bailleurs : Rudimentaires (risque moyen)

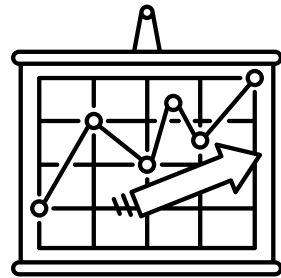
Répartition stratégique par pilier :

- Lutte antitabac : 500 000 USD (50%) - Expertise reconnue, track record démontré
- Éducation : 250 000 USD (25%) - Secteur largement financé, potentiel sous-exploité
- Activités jeunesse : 250 000 USD (25%) - Convergence des trois piliers, approches innovantes



6. PARTENARIATS ET COLLABORATION

6.1. Partenaire Stratégique Principal



African Capacity Building Foundation (ACBF)

L'ACBF demeure notre partenaire stratégique majeur en 2025, finançant le projet STRENGTH-Bénin (Renforcement de capacités des acteurs pour l'institutionnalisation de la lutte antitabac au Bénin) sur 36 mois. Ce partenariat transformateur a permis la réalisation de la quasi-totalité de nos activités de renforcement institutionnel et de plaidoyer.

Ce partenariat illustre la confiance des bailleurs internationaux dans notre capacité de mise en œuvre et notre intégrité institutionnelle. Cependant, notre dépendance à 95% vis-à-vis de ce partenaire souligne l'urgence de la diversification prévue dans notre Politique de Mobilisation de Ressources.



6.2. Partenariats Institutionnels Nationaux

Ministère de la Santé

Collaboration étroite avec le point focal de la lutte antitabac, Dr SEGNON Judith, présente dans tous nos ateliers stratégiques. Ce partenariat assure l'alignement de nos interventions avec les priorités nationales de santé publique et facilite notre accès aux décideurs.

Les Préfectures

Partenariats opérationnels exceptionnels matérialisés par les ateliers conjoints de renforcement de capacités de la Police Républicaine. Ces collaborations démontrent la reconnaissance de notre expertise par les autorités administratives et sécuritaires.

Ministères sectoriels

Interactions régulières avec les Ministères du Commerce, des Finances, de l'Éducation, de la Justice, de l'Industrie et d'autres institutions étatiques dans le cadre de nos activités de plaidoyer et de sensibilisation.

6.3. Collaboration avec les Forces de l'Ordre

Police Républicaine



Partenariat transformateur établi en 2025 avec plus de 60 commissaires et agents formés. Collaboration opérationnelle exemplaire ayant produit des résultats concrets mesurables (saisies de matériel, contrôles systématiques, application effective des arrêtés). Commissariats partenaires actifs : Godomey, Pahou, Akassato, Tori-Bossito, Coordination Allada-Togoudo, et plusieurs commissariats de Cotonou (Haie Vive, Zone Portuaire, Ganhi, autres).

6.4. Plateforme Halte-Tabagisme-Bénin

Coordination de plus de 20 organisations



L'LECT assure la coordination de cette plateforme multisectorielle regroupant des associations de santé publique, des organisations de jeunesse, des structures habilitées et l'Association des Journalistes Antitabac (AJAT-Bénin). Membres actifs : ONG ALCRER (M. ASSOGBA Vihoutou Martin, Président), ONG Vie Épanouie (M. OKE Joël), REPSFECO (Mme SINTONDI Blandine), ONG BAPA (Dr DEDJINOU Serge), AJAT-Bénin (M. VEGBA Gédéon), et une quinzaine d'autres organisations. Réalisations collectives 2025 : Deux ateliers de renforcement de capacités (mars et novembre) Plan d'action 2025-2026 adopté à l'unanimité Mécanismes de collaboration adoptés, pour les demandes de financement conjointes

6.5. Partenariats Techniques et d'Expertise

Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et autres



M. TOSSOU BOCO Thierry et autres représentant l'OMS participent régulièrement à nos ateliers stratégiques, apportant l'expertise technique et les références internationales. Cette collaboration renforce la crédibilité scientifique de nos interventions.

Experts et Consultants

Collaboration fructueuse avec des experts nationaux de haut niveau : Dr DEDJINOU Serge (consultant mobilisation de ressources), M. FAGBEMI Géraud Alamissi (juriste, Direction des Impôts), M. TINDJILE Mondéa (consultant évaluation), Emmanuel Jésusyi FATON (juriste), Groupement SIFEX SARL et BEST FOR AFRICA GROUP SARL (Politique RH).



7. APERÇU FINANCIER

Pour le Conseil d'Administration
Madame SINTONDJI YAYA Blandine
Présidente

Pour le Bureau Exécutif
Monsieur FATON Augustin
Directeur Exécutif

Abomey-Calavi, République du Bénin
Décembre 2025

ANNEXE PHOTO





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT

1-OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS EXERCICE 2025

A ONG INITIATIVE POUR L'EDUCATION ET LE CONTROLE DU TABAGISME (IECT),

En exécution de la mission qui nous a été confiée par IECT, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2025, sur l'audit des états financiers annuels du Projet IECT, tels qu'ils sont joints au présent rapport et d'autres informations explicatives contenues dans les notes annexes aux états financiers.

OPINION SANS RESERVE

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Projet du Renforcement de capacités des acteurs pour l'institutionnalisation de la lutte antitabac au Bénin pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comprenant le bilan le compte d'exploitation - le tableau des emplois et des ressources- le tableau de réconciliation de trésorerie-le tableau d'exécution budgétaire- les notes annexes.

Ces états financiers ont été établis par la direction de IECT sur la base des clauses de l'accord de partenariat signé entre IECT et la African Capacity Building Foundation y compris ses annexes prévoyant la présentation d'informations financières.

A notre avis, les états financiers du Projet du Renforcement de capacités des acteurs pour l'institutionnalisation de la lutte antitabac au Bénin pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'acte uniforme relatif au système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL) de l'OHADA.

FONDEMENT DE L'OPINION SANS RESERVE

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »), conformément aux prescriptions du règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.



Nous sommes indépendants de IECT conformément au code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le règlement N°01/2017/CM/OHADA précité, et des règles d'indépendance qui encadrent l'audit financier et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION EXECUTIVE DE IECT RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS

Les états financiers annuels de l'exercice 2025 ont été établis et arrêtés par la direction exécutive de IECT.

La direction exécutive est responsable de l'élaboration et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément au référentiel comptable SYCEBNL, tel que précisé dans les Termes de Référence (TDR) de la mission, ou tout autre référentiel applicable ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe à la Direction Exécutive d'évaluer la capacité de IECT à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si la Direction Exécutive a l'intention de mettre IECT en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe à la Direction Exécutive de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de IECT.

RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR INDEPENDANT RELATIVES A L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.



PHILIPPE & ASSOCIÉS
EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT - CONSEILS ET FORMATIONS

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulées, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport d'audit.

Fait à Cotonou le 22 Mai 2026

Pour le Cabinet **PHILIPPE ET ASSOCIÉS**




MEDENOU Philippe Thierry

Expert-Comptable Diplômé
Associé Gérant

IFU : 3202234036472

RCCM: RB/COT/22B 33523

Siège : Lot 1953 Zogbo, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel : (+229) 95408161/ 97478663

Email : contactcpabenin@gmail.com

thmedenou2000@yahoo.fr

Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004

6



PHILIPPE & ASSOCIÉS
EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT - CONSEILS ET FORMATIONS

2-2-1 ETATS FINANCIERS AU 31/12/2025 (EN DOLLARS)

IFU ; 3202234036472
RCCM ; RB/COT/22B 33523
Siège : Lot 1953 ~~Zogbo~~, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel. : (+229) 95408161/ 97478663
Email : contactcpabenin@gmail.com
thmedenou2000@yahoo.fr
Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004

14



TABLEAU DES EMPLOIS - RESSOURCES			
DESIGNATION	SOLDE CUMULE DEBUT EXERCICE N	EXERCICE 2025	SOLDE CUMULE FIN EXERCICE N
Fonds reçus des bailleurs	110 980	66 001	176 981
Retour de salaires de février 2024 sur le compte SGB			-
I - RESSOURCES	110 980	66 001	176 981
A- Total des immobilisations	16 768	-	16 768
Dépenses en immobilisations	16 768		16 768
B- Total des charges de fonctionnement	70 232	91 091	161 323
Achat et variations de stocks	3 949	8 930	12 879
Transports	5 403	6 095	11 498
Services extérieurs A	8 737	13 192	21 929
Services extérieurs B	20 015	22 614	42 629
Impôts et taxes	-	-	-
Autres charges	5 933	7 745	13 678
Charges de personnel	26 195	32 515	58 710
II - EMPLOIS (A+B)	87 000	91 091	178 091
III - Excédent/déficit des fonds reçus sur les emplois (I-II)	23 980	- 25 090	- 1 110
IV- Fonds disponible en début exercice	70	34 392	34 462
V- Montant net de l'encaisse disponible (III+V)	24 050	9 302	33 352
VI- Fonds disponible en fin exercice	24 050	9 302	33 352
VII- Contrôle : TOTAL V (V) = TOTAL (VI)			





TABEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE DU PROJET ACBF (EN DOLLARS)

BUDGET CONSOLIDE	Année 1	Année 2	Année 3	Budget Total (1)	Décaissement 2024	Décaissement 2025	Engagement (3)	Réalisation Totale	Crédit disponible	Exécution budget (%)
DEPENSES DE PERSONNELLE PROGRAMME										
Coordonnateur du projet	9 310	9 310	9 310	27 931	7 253,47	9 142,47		16 395,94	11 535,09	59%
Responsable de suivi-évaluation	8 276	8 276	8 276	24 828	6 457,70	8 131,57		14 589,27	10 238,32	59%
Charger de communication	4 138	4 138	4 138	12 414	3 261,28	4 084,88		7 346,16	5 067,63	59%
SOUS - TOTAL CHARGES DU PERSONNEL TECHNIQUE/PROFESSIONNEL	21 724,14	21 724,14	21 724,14	65 172,41	16 972,45	21 358,92		38 331,37	26 841,04	59%
SEMINAIRES, ATELIERS ET CONFERENCES										
A1.1- Organiser un atelier multi-acteurs de présentation de STRENGTH-Bénin et de mise en place du comité technique de suivi des résultats	2 809			2 809	2 699,30			2 699,30	110,18	96%
A1.2- Organiser des ateliers de formation des organisations de la plateforme Halte Tabagisme sur le réseautage et les dynamiques de mobilisation de ressources financières	3 184		3 184	6 369	3 059,60	3 184,71		6 244,31	124,66	98%
A1.3- Organiser un colloque de réflexion sur les enjeux de la mise en œuvre de la loi 2017-27 en vue d'une meilleure domestication de la CCLAT au Bénin avec la participation d'experts internationaux (économie, droits, santé, environnement, éducation, fiscalité...) et de partenaires au développement représentés au Bénin	11 987			11 987				0,00	11 987,00	0%
A1.5- Evaluer la durabilité institutionnelle de l'IECT et du contexte global du Bénin via l'index de l'ACBF	1 034		1 034	2 068	993,92			993,92	1 074,08	48%
A1.9- Organiser un atelier de réflexion sur le mécanisme d'adaptation des réformes aux dispositions de l'article 44 de la loi 2017-27		2 608		2 608				0,00	2 608,00	0%
A1.10-Organiser un atelier de partage du rapport alternatif de la société civile avec les Ministères clés et les préfectures.	2 138			2 138		2 129,18		2 129,18	8,75	100%
A1.12- Organiser des ateliers de renforcement de capacité des commissaires de la Police Républicaines pour une application effective des arrêtés préfectoraux d'interdiction de la chicha dans les lieux à usage public	2 466	2 466	2 466	7 397		4 904		4 904	2 492,19	66%
A1.14- Organiser un atelier de formation des cadres stratégiques sur les tactiques de l'industrie du tabac dans le commerce illicite	2 431	0		2 431		2 544		2 544	-112,92	105%



A2.10 Organiser un atelier pratique pour former les membres du conseil et du bureau Exécutif sur leurs rôles et responsabilités, et présenter le code de conduite de l'ONG ICT.				0		3 297,76		3 297,76	-3 297,76	#DIV/0!
A2.11 Organiser une session de formation pour le personnel et les membres du Conseil d'Administration sur les stratégies de mobilisation de fonds, le partenariat avec les donateurs, et la diversification des sources de financement.				0		1 699,26		1 699,26	-1 699,26	#DIV/0!
SOUS TOTAL SEMINAIRES, ATELIERS	26 049,41	5 073,52	6 684,00	37 806,93	6 752,82	17 759,19		24 512,01	13 294,92	65%
Diffusion & sensibilisation										
A1.4- Elaborer et diffuser un rapport alternatif de la société civile sur la mise en œuvre de la loi 2017-27	4000			4 000	3 130,82	858,52		3 989,34	10,66	100%
A1.7- Documenter et diffuser les actions d'Interférence de l'industrie du tabac	4310		4310	8 621	2 472,86	1 843,77		4 316,63	4 304,06	50%
A1.11- Organiser des campagnes de sensibilisation dans les médias sociaux en vue (Tik Tok WhatsApp, Facebook...) sur les méfaits des nouveaux produits de tabac (chicha, cigarette électronique...)	862	862	862	2 586	828,26	894,34		1 722,60	863,61	67%
A1.13- Organiser des actions de dénonciation de l'industrie du tabac (conférence de presse et autres actions médiatiques)	862	862		1 724		1 609,83		1 609,83	114,31	93%
SOUS TOTAL DIFFUSION ET SENSIBILISATION	10 034,48	1 724,14	5 172,41	16 931,03	6 431,94	5 206,45		11 638,39	5 292,64	69%
Plaidoyer										
A1.8- Organiser des visites de courtoisie pour faire évoluer les processus d'adoption des décrets	1940	1940	1940	5 819	372,72			372,72	5 446,25	6%
A2.8- Organiser des visites de présentation de la plateforme Halte-Tabagisme-Bénin aux institutions de la République (l'Assemblée Nationale ; la Cour Constitutionnelle, le Médiateur de la République, Conseil Economique et Social ...)	1207	1207	1207	3 621	331,31	1 073,22		1 404,53	2 216,16	39%
A1.15- organiser le plaidoyer en faveur de la mise en œuvre du protocole pour éliminer le commerce illégitime en riposte aux attaques de l'industrie.	862	862	862	2 586				0,00	2 586,21	0%
SOUS TOTAL PLAIDOYER	4 008,62	4 008,62	4 008,62	12 025,86	704,03	1 073,22		1 777,25	10 248,61	15%
Gouvernance et maillage										
A1.6- Organiser les réunions des membres de coordination de l'équipe surveillance de l'industrie de tabac ;	2 897	2 897	2 897	8 690	2 782,96	2 896,06		5 679,02	3 010,64	65%



A2.1- Organiser des réunions périodiques des instances de gouvernance de l'ONG IECT	1 207	1 207	1 207	3 621	1 076,74	591,90		1 668,64	1 952,05	46%
A2.9 Elaborer la politique et procédures en matière de ressources humaines de l'ONG IECT						2 441,56		2 441,56	-2 441,56	
A2.12 Elaborer le plan de mobilisation de ressources à long terme						3 112,33		3 112,33	-3 112,33	
SOUS TOTAL GOUVERNANCE ET MAILLAGE	4 103	4 103	4 103	12 310	3 860	9 041,85		12 901,55	-591,21	105%
TOTAL DES DEPENSES DE PROGRAMME DE BASE	65 920	36 634	41 693	144 247	34 721	54 440		89 161	55 086	62%
DEPENSES D'APPUI INSTITUTIONNEL										
DEPENSES EN IMMOBILISATION										
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION										
Acquisition d'ordinateurs & accessoires	2 414			2 414	2 385,39			2 385,39	28,40	99%
Disque dur externe	414	0	0	414	397,57			397,57	16,22	96%
Imprimantes de bureau	1207	0	0	1 207	1 159,57			1 159,57	47,33	96%
Photocopieur pour reprographie	2586	0	0	2 586	2 484,79			2 484,79	101,42	96%
Mise à jour site internet	1759	1759	1759	5 276	2 120,33	1 140,38		3 260,71	2 015,15	62%
TOTAL DEPENSES EN IMMOBILISATION	8379,3103	1758,6206	1758,62069	11896,551	8547,65	1140,38		9688,03	2208,52	81%
DEPENSES ADMINISTRATIVES	45	9		72						
DEPENSE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF									13 503,59	
Chargé de finance	7 862	7 862	7 862	23 586	6 139	7 727,27		13 866,02	9 720,19	59%
Agent de sécurité	3 103	3 103	3 103	9 310	2 457	3 069,72		5 526,94	3 783,40	59%
SERVICE TECHNIQUES OU PROFESSIONNELS									9 472,41	
Réaliser les audits externes	3448	3 448	3448	10 345		3 301,43		3 301,43	7 043,40	32%
A2.6- Recruter un spécialiste en levée de fonds pour une diversification des partenariats financiers	776	776	776	2 328		0,00		0,00	2 327,59	0%
A2.5- Actualiser le plan stratégique de l'ONG IECT	2586			2 586	2 484,78			2 484,78	101,43	96%
FORMATION DU PERSONNEL									2 628,87	
A2.3- Renforcer les capacités des membres de l'équipe IECT dans plusieurs domaines (TICs, Microsoft office avancé, Finances)	2299	2 299	2 299	6 897	828,3	3 439,4		4 267,68	2 628,87	62%
ENTRETIEN									2 875,73	
Entretien du matériel informatique	2069	2069	2069	6207	1 328,42	2 002,7		3 331,12	2 875,73	54%
CHARGE D'EXPLOITATION DU BUREAU									14 053,85	
Fournitures bureau	3 103	3 103	3 103	9 310	2 485,6	3 238,8		5 724,38	3 585,96	61%
Location du bureau	3 103	3 103	3 103	9 310	2 981,7	3 044,1		6 025,83	3 284,51	65%
Assurance (biens, bâtiment, etc.)	431	431	431	1 293					1 293,10	0%
Commodités (électricité, eau, etc.)	3828	3828	3828	11 483	3 150,4	4 256,0		7 406,39	4 076,37	65%
Frais financiers	310	310	310	931	377,8	231,6		609,43	321,60	65%
Communications	1241	1241	1241	3 724	994,9	1 237,0		2 231,84	1 492,30	60%
Déplacement personnel (administratif)									-747,04	



PHILIPPE & ASSOCIÉS

EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT - CONSEILS ET FORMATIONS

Participer à la COP/MOP	7759		7759	15 517	10 044,6	6 199,7		16 244,28	-727,04	105%
TOTAL DEPENSES ADMINISTRATIVES	41 920	31 575	39 333	112 828	33 272,50	37 747,67		71 020,17	41 807,42	63%
DEPENSES D'APPUI INSTITUTIONNEL	50 299	33 333	41 092	124 724	41 820,15	38 888,05		80 708,20	44 015,94	65%
IMPREVUS	343	343	343	1 029				0,00	1 029,00	0%
GRAND TOTAL	116 562	70 310	83 128	270 000	76 541,09	93 327,68		169 868,77	100 130,96	63%
Taux d'exécution annuel					62%	61%				

IFU : 3202234036472

RCCM: RB/COT/228 33523

Siège : Lot 1953 Zogbo, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel : (+229) 95408161/ 97478663

Email : contactcpabenin@gmail.com

thmedenou2000@yahoo.fr

Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004

19



PHILIPPE & ASSOCIÉS

EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT - CONSEILS ET FORMATIONS

BILAN

Désignation entité : ONG INITIATIVE POUR L'EDUCATION ET LE CONTROLE DU TABAGISME

Exercice clos le
Durée (en mois)

31/12/2024
12

Numéro d'identification :

BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

RIF	ACTIF	Note	EXERCICE au 31/12/24			EXERCICE AU 31/12/24	RIF	PASSIF	Note	EXERCICE AU 31/12/24	EXERCICE AU 31/12/23
			Brut	Amort et dépréciation	Net	Net				NET	NET
AA	IMMOBILISATIONS DESTINÉES A LA VENTE PROVENANT DE DONS ET LEGS NON ENCORE RECUES ET USUFRUIT	5					CA	Dotation non consommable sans droit de reprise	15		
AB	Immobilitisations incorporelles						CB	Dotation non consommable avec droit de reprise	15		
AC	Immobilitisations corporelles et financières						CC	Droit d'entrée	15		40 749
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5					CD	Dotation consommable	15		
AE	Brevets, licences, logiciels et droits similaires						CE	Ecart de réévaluation	15		
AF	Autres immobilisations incorporelles						CF	Reserves	16		
AG	Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles						CG	Report à nouveau 1 ou -1	16	54 386	
AH	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5	16 769		16 769		CH	Résultat net de l'exercice (excédent + ou perte -)			
AI	Terrains						CI	Subventions d'investissement	17A	-24 593	13 637
AJ	Bâtiments						CJ	Provisions réglementées	17A		
AK	Aménagements, agencements et installations						CK	TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES		29 793	54 386
AL	Matériel, mobilier et actifs biologiques		16 769		16 769	16 769	CW	Fonds affectés et provenant de dons et legs d'immobilisations	17B		
AM	Matériel de transport						CX	Fonds reportés	17B		
AN	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles						CY	TOTAL FONDS AFFECTES ET REPORTEES			
AO	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6					CZ	TOTAL RESSOURCES PROPRES ET ASSIMILEES		29 793	54 386
AX	Titres de participation						DA	Emprunts et dettes financière	18A		
AY	Autres Immobilisations financières						DB	Dettes de location - acquisition	18A		
							DC	Provisions pour risques et changes	18A		
							DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES			
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		44 769		44 769	44 769	DE	TOTAL RESSOURCES STABLES		29 793	54 386
BA	Actif circulant H.A.O	7					DF	Dettes circulantes HAO	7		
BB	Stocks et encours	8					DO	Adhérents, clients -usagers créditeurs	9		
BC	Fournisseurs débiteurs	19	5 882		5 882	3 377	DII	Fournisseurs	19	95	95
BD	Adhérents, Clients-usagers	9					DI	Autres dettes	20 & 21	929	555
BE	Autres créances	10	1 101		1 101	498					
BT	TOTAL ACTIF CIRCULANT		6 983		6 983	3 875	DV	TOTAL PASSIF CIRCULANT		1 028	609
BU	Titres de placement	11					DW	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	22		
BV	Valeurs à encaisser	12									
BW	Banques, établissements financiers, caisses et	13	7 065		7 065	34 392					
BX	TOTAL TRESORERIE-ACTIF		7 065		7 065	34 392	DX	TOTAL TRESORERIE-PASSIF			
BY	Ecart de conversion-Actif						DY	Ecart de conversion-Passif	14		
BZ	TOTAL GENERAL	14	51 752		51 752	51 752	DZ	TOTAL GENERAL		51 752	51 752



IFU : 3202234036472

RCCM: RB/COT/22B 33523

Siège : Lot 1953 Zogbo, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel. : (+229) 95408161/ 97478663

Email : contactcpabenin@gmail.com

thmedenou2000@yahoo.fr

Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004

20



PHILIPPE & ASSOCIÉS

EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT - CONSEILS ET FORMATIONS

COMPTE D'EXPLOITATION

REF	LIBELLES	NOTE	EXERCICE AU 31/12/N	EXERCICE AU 31/12/N-1
	Fonds d'administrations consommés			
	Vente de marchandises, produits finis et prestations de services			
	Autres produits et transferts de charges		66001	110980
	Reprises de provisions			
A	REVENUS A		66001	110980
	Immobilisation		0	
	Achat et variation de stocks		8930	3949
	Transports		6095	5403
	Services extérieurs		13192	8737
	Services extérieurs B		22614	20015
	Autres charges		7745	5933
	Charges de personnel		32515	26195
B	CHARGES DE FONCTIONNEMENT B		91091	70232
C	SOLDE DES OPERATIONS DE L'EXERCICE: XA-XB		-25090	40748



2-2-2 ETATS FINANCIERS AU 31/12/2025 (EN F CFA)

IFU : 3202234036472
RCCM: RB/COT/22B 33523
Siège : Lot 1953 Zoonho, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel. : (+229) 95408161/ 97478663
Email : contactcpabenin@gmail.com
thmedenou2000@yahoo.fr
Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004

21



TABLEAU DES EMPLOIS - RESSOURCES

DESIGNATION	SOLDE CUMULE DEBUT EXERCICE N	EXERCICE 2025	SOLDE CUMULE FIN EXERCICE N
Fonds recus des bailleurs	69 889 655	38 937 290	108 826 945
Retour de salaires de février 2024 sur le compte SGB			-
I - RESSOURCES	69 889 655	38 937 290	108 826 945
A- Total des immobilisations	10 560 202	-	10 560 202
Dépenses en immobilisations	10 560 202		10 560 202
B- Total des charges de fonctionnement	44 227 880	53 739 135	97 967 015
Achat et variations de stocks	2 486 597	5 268 254	7 754 851
Transports	3 402 266	3 595 745	6 998 011
Services extérieurs	18 106 298	21 123 749	39 230 047
Impôts et taxes	-	-	-
Autres charges	3 736 479	4 569 163	8 305 642
Charges de personnel	16 496 240	19 182 224	35 678 464
II - EMPLOIS (A+B)	54 788 082	53 739 135	108 527 217
III - Excédent/déficit des fonds reçus sur les emplois (I-II)	15 101 573	-14 801 845	299 728
IV- Fonds disponible en début exercice		21 658 439	21 658 439
V- Montant net de l'encaisse disponible (III+V)	15 101 573	6 856 594	21 958 167
Autres fonds en fin exercice N	44 257	- 2 906 911	
VI- Fonds disponible en fin exercice	15 145 830	3 949 682	21 958 167
VII- Contrôle: TOTAL V (V) = TOTAL (VI)			





TABLEAU D'EXECUTION BUDGETAIRE DU PROJET ACBF (EN FCFA)

BUDGET CONSOLIDE	Année 1	Année 2	Année 3	Budget Total (1)	Décaissement 2024	Décaissement 2025	Engagement (3)	Réalisation Totale	Crédit disponible	Exécution budget (%)
DEPENSES DE PERSONNELE PROGRAMME										
Coordonnateur du projet	5 835 259	5 835 259	5 835 259	17 505 777	4 546 112,32	5 338 000,00		9 884 112,32	7 621 664,68	56%
Responsable de suivi-évaluation	5 186 897	5 186 897	5 186 897	15 560 691	4 047 363,48	4 747 500,00		8 794 863,48	6 765 827,52	57%
Charger de communication	2 593 448	2 593 448	2 593 448	7 780 344	2 044 097,24	2 383 500,00		4 427 597,24	3 352 746,76	57%
SOUS - TOTAL CHARGES DU PERSONNEL TECHNIQUE/PROFESSIONNEL	13 615 604,00	13 615 604,00	13 615 604,00	40 846 812,00	10 637 573,04	12 469 000,00		23 106 573,04	17 740 238,96	57%
SEMINAIRES, ATELIERS ET CONFERENCES										
A1.1- Organiser un atelier multi-acteurs de présentation de STRENGTH-Bénin et de mise en place du comité technique de suivi des résultats	1 760 843			1 760 843	1 691 786,28	0,00		1 691 786,28	69 056,72	96%
A1.2- Organiser des ateliers de formation des organisations de la plateforme Halte Tabagisme sur le réseautage et les dynamiques de mobilisation de ressources financières	1 995 875		1 995 875	3 991 750	1 917 604,30	1 947 000,00		3 864 604,30	127 145,70	97%
A1.3- Organiser un colloque de réflexion sur les enjeux de la mise en œuvre de la loi 2017-27 en vue d'une meilleure domestication de la CCLAT au Bénin avec la participation d'experts internationaux (économie, droits, santé, environnement, éducation, fiscalité...) et de partenaires au développement représentés au Bénin	7 512 852			7 512 852				0,00	7 512 852,00	0%



A1.5- Evaluer la durabilité institutionnelle de l'IECT et du contexte global du Bénin via l'index de l'ACBF	648 060		648060	1 296 120	622 939,36		622 939,36	673 180,64	48%
A1.9- Organiser un atelier de réflexion sur le mécanisme d'adaptation des réformes aux dispositions de l'article 44 de la loi 2017-27		1634564		1 634 564			0,00	1 634 564,00	0%
A1.10-Organiser un atelier de partage du rapport alternatif de la société civile avec les Ministères clés et les préfectures.	1339 948			1339 948		1300 000,00	1300 000,00	39 948,00	97%
A1.12- Organiser des ateliers de renforcement de capacité des commissaires de la Police Républicaines pour une application effective des arrêtés préfectoraux d'interdiction de la chicha dans les lieux à usage public	1545 263	1545263	1545263	4635789		2 900 000	2900000	1735 789,00	63%
A1.14- Organiser un atelier de formation des cadres stratégiques sur les tactiques de l'industrie du tabac dans le commerce illicite	1523 629	0	0	1523629		1 432 000	1432000	91 629,00	94%
A2.10 Organiser un atelier pratique pour former les membres du conseil et du bureau Exécutif sur leurs rôles et responsabilités, et présenter le code de conduite de l'ONG IECT.				0		1 950 000,00	1 950 000,00	-1 950 000,00	#DIV/0!



A2.11 Organiser une session de formation pour le personnel et les membres du Conseil d'Administration sur les stratégies de mobilisation de fonds, le partenariat avec les donateurs, et la diversification des sources de financement.				0		950 000,00		950 000,00	-950 000,00	#DIV/0!
SOUS TOTAL SEMINAIRES, ATELIERS	16 326 470,00	3 179 827,00	4 189 198,00	23 695 495,00	4 232 329,94	10 479 000,00		14 711 329,94	8 984 165,06	62%
Diffusion & sensibilisation										
A1.4- Elaborer et diffuser un rapport alternatif de la société civile sur la mise en œuvre de la loi 2017-27	2507000			2 507 000	1 962 241,44	525 000,00		2 487 241,44	19 758,56	99%
A1.7- Documenter et diffuser les actions d'interférence de l'industrie du tabac	2701509		2701509	5 403 018	1 549 865,01	1 127 500,00		2 677 365,01	2 725 652,99	50%
A1.11- Organiser des campagnes de sensibilisation dans les médias sociaux en vue (Tik Tok WhatsApp, Facebook...) sur les méfaits des nouveaux produits de tabac (chicha, cigarette électronique...)	540302	540302	540302	1 620 906	519 111,96	500 000,00		1 019 111,96	601 794,04	63%
A1.13-Organiser des actions de dénonciation de l'industrie du tabac (conférence de presse et autres actions médiatiques)	540302	540302		1 080 604		900 000,00		900 000,00	180 604,00	83%
SOUS TOTAL DIFFUSION ET SENSIBILISATION	6 289 113,00	1 080 604,00	3 241 811,00	10 611 528,00	4 031 218,41	3 052 500,00		7 083 718,41	3 527 809,59	67%
Paidoyer										
A1.8- Organiser des visites de courtoisie pour faire évoluer les processus	1215670	1215670	1215670	3 647 010	233 602,26			233 602,26	3 413 407,74	6%

IFU : 3202234036472

RCCM: RB/COT/228 33523

Siège : Lot 1953 Zongo, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel. : (+229) 95408161/ 97478663

25

Email : contactcpabenin@gmail.com

thmedenou2000@yahoo.fr

Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004



PHILIPPE & ASSOCIÉS

EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT - CONSEILS ET FORMATIONS

d'adoption des décrets										
A2.8- Organiser des visites de présentation de la plateforme Halte-Tabagisme-Bénin aux institutions de la République (l'Assemblée Nationale ; la Cour Constitutionnelle, le Médiateur de la République, Conseil Economique et Social ...)	756422	756422	756422	2269266	207 648,54	600 000,00		807 648,54	1 461 617,46	36%
A1.15- organiser le plaidoyer en faveur de la mise en œuvre du protocole pour éliminer le commerce illicite en riposte aux attaques de l'industrie.	540302	540302	540302	1 620 906				0,00	1 620 906,00	0%
SOUS TOTAL PLAIDOYER	2 512 394,00	2 512 394,00	2 512 394,00	7 537 182,00	441 250,80	600 000,00		1 041 250,80	6 495 931,20	14%
Gouvernance et maillage										
A1.6- Organiser les réunions des membres de coordination de l'équipe surveillance de l'industrie de tabac ;	1815 414	1 815 414	1 815 414	5 446 242	1 744 220,18	1 695 000,00		3 439 220,18	2 007 021,82	63%
A2.1- Organiser des réunions périodiques des instances de gouvernance de l'ONG ICT	756 422	756 422	756 422	2 269 266	674 846,80	350 000,00		1 024 846,80	1 244 419,20	45%
A2.9 Elaborer la politique et procédures en matières de ressources humaines de l'ONG ICT				0		1 365 000,00		1 365 000,00	-1 365 000,00	#DIV/0!
A2.12 Elaborer le plan de mobilisation de ressources à long terme				0		1 740 000,00		1 740 000,00	-1 740 000,00	#DIV/0!
SOUS TOTAL GOUVERNANCE ET MAILLAGE	2 571 836	2 571 836	2 571 836	7 715 508	2 419 067	5 150 000,00		7 569 066,98	146 441,02	98%
TOTAL DES DEPENSES DE PROGRAMME DE BASE	41 315 417	22 960 265	26 130 843	90 406 525	21 761 439	31 750 500		53 511 939	36 894 586	59%
DEPENSES D'APPUI										

IFU : 3202234036472

RCCM: RB/COT/22B 33523

Siège : Lot 1953 Zongo, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel. : (+229) 95408161/ 97478663

26

Email : contactcpabenin@gmail.com

thmedenou2000@yahoo.fr

Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004



PHILIPPE & ASSOCIÉS

EXPERTISE COMPTABLE - AUDIT - CONSEILS ET FORMATIONS

INSTITUTIONNEL										
DEPENSES EN IMMOBILISATION										
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION										
Acquisition d'ordinateurs & accessoires	1 512 845			1 512 845	1 495 046,00	0		1 495 046,00	17 799,00	99%
Disque dur externe	259 345	0	0	259 345	249 177,00	0		249 177,00	10 168,00	96%
Imprimantes de bureau	756 422	0	0	756 422	726 760,00	0		726 760,00	29 662,00	96%
Photocopieur pour reprographie	162 090	0	0	162 090	1 557 339,00	0		1 557 339,00	63 566,00	96%
Mise à jour site internet	110 221	110 221	110 221	3 306 648	1 328 917,00	684 498,00		2 013 415,00	1 293 233,00	61%
TOTAL DEPENSES EN IMMOBILISATION	5 251 733	110 221	110 221	7 456 165	5 357 239,00	684 498		6 041 737,00	14 144 28,00	81%
DEPENSES ADMINISTRATIVES										
DEPENSE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF									8 928 089,00	
Chargé de finance	4 927 552	4 927 552	4 927 552	14 782 656	3 847 462	4 511 300		8 358 762,00	6 423 894,00	57%
Agent de sécurité	1 945 086	1 945 086	1 945 086	5 835 258	1 540 063	1 791 000		3 331 063,00	2 504 195,00	57%
SERVICE TECHNIQUES OU PROFESSIONNELS									6 006 006,13	
Réaliser les audits externes	216 120	2 161 207	216 120	6 483 621		2 000 000,00		2 000 000,00	4 483 621,00	31%
A.2.6- Recruter un spécialiste en levée de fonds pour une diversification des partenariats financiers	486 272	486 272	486 272	1 458 816		0,00		0,00	1 458 816,00	0%
A2.5- Actualiser le plan stratégique de l'ONG IECT	162 090			1 620 905	1 557 335,87			1 557 335,87	63 569,13	96%
FORMATION DU PERSONNEL									1 803 301,90	
A2.3- Renforcer les capacités des membres de l'équipe IECT dans plusieurs domaines (TICs, Microsoft office avancé, Finances)	144 080	144 080	144 080	4 322 415	519 113,1	2 000 000,0		2 519 113,10	1 803 301,90	58%
ENTRETIEN									1 875 584,76	
Entretien du matériel informatique	129 672	129 672	129 672	389 017	832 587,24	1 182 000,0		2 014 587,24	1 875 584,76	52%

IFU : 3202234036472

RCCM: RB/COT/228 33523

Siège : Lot 1953 Zogbo, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel. : (+229) 95408161/ 97478663

Email : contactcpabenin@gmail.com

thmedenou2000@yahoo.fr

Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004

27



CHARGE D'EXPLOITATION DU BUREAU								9 320 474,20	
Fournitures bureau	1 945 086	1 945 086	1 945 086	5 835 258	1 557 843,5	1 887 500,0	3 445 343,50	2 389 914,50	59%
Location du bureau	1 945 086	1 945 086	1 945 086	5 835 258	1 868 808,4	1 800 000,0	3 668 808,40	2 166 449,60	63%
Assurance (biens, bâtiment, etc.)	270151	270151	270151	810 453	0,0		0,00	810 453,00	0%
Commodités (électricité, eau, etc.)	2398940	2398940	2398940	7 196 820	1 974 532,0	2 470 000,0	4 444 532,00	2 752 288,00	62%
Frais financiers	194509	194509	194509	583 527	236 792,4	135 939,0	372 731,40	210 795,60	64%
Communications	778034	778034	778034	2 334 102	623 528,5	720 000,0	1 343 528,50	990 573,50	58%
Déplacement personnel (administratif)								-297 538,90	
Participer à la COP/MOP	4862716		4862716	9 725 432	6 295 471,9	3 727 499,0	10 022 970,90	-297 538,90	103%
TOTAL DEPENSES ADMINISTRATIVES	26 273 073	19 789 452	24 652 168	70 714 693	20 853 537,91	22 225 238,00	43 078 775,91	27 635 917,09	61%
DEPENSES D'APPUI INSTITUTIONNEL	31 524 806	20 891 668	25 754 384	78 170 858	26 210 776,91	22 909 736,00	49 120 512,91	29 050 345,09	63%
IMPREVUS	214 975	214 975	214 975	644 925			0,00	644 925,00	0%
GRAND TOTAL	73 055 198	44 066 908	52 100 202	169 222 308	47 972 216,08	54 660 236,00	102 632 452,08	66 589 855,92	61%



Section 1: MODELE 1 (BILAN PAYSAGE)

BILAN

Désignation entité : ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNES DU BENIN

Exercice clos le
Durée (en mois)

31/12/2024
12

Numéro d'identification : 6201408024805

BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

REF	ACTIF	Note	EXERCICE au 31/12/24			EXERCICE AU 31/12/24	REF	PASSIF	Note	EXERCICE AU 31/12/24	EXERCICE AU 31/12/23
			Brut	Amort Et depreciation	Net	Net				NET	NET
AA	IMMOBILISATIONS DESTINÉES A LA VENTE PROVENANT DE DONS ET LEGS NON ENCORE RECUES ET USUFRUIT	5					CA	Dotation non consommable sans droit de reprise	15		
AB	Immobiliations incorporelles						CB	Dotation non consommable avec droit de reprise	15		
AC	Immobiliations corporelles et financières						CC	Droit d'entrée	15		22 748 537
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5					CD	Dotation consommable	15		
AE	Brevets, licences, logiciels et droits similaires						CE	Ecart de réévaluation	15		
AF	Autres immobilisations incorporelles						CF	Reserves	16		
AG	Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles						CG	Report à nouveau 1 ou -1	16	30 361 528	
AH	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5	9 361 462		9 361 462		CH	Résultat net de l'exercice (excédent + ou perte -)			
AI	Terrains						CI	Subventions d'investissement	17A	-13 729 288	7 612 992
AJ	Bâtiments						CJ	Provisions réglementées	17A		
AK	Aménagements, agencements et installations						CK	TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES		16 632 240	30 361 528
AL	Matériel, mobilier et actifs biologiques		9 361 462		9 361 462	9 361 462	CW	Fonds affectés et provenant de dons et legs d'immobilisations	17B		
AM	Matériel de transport						CX	Fonds reportés	17B		
AN	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles						CY	TOTAL FONDS AFFECTES ET REPORTEES			
AO	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6					CZ	TOTAL RESSOURCES PROPRES ET ASSIMILEES		16 632 240	30 361 528
AX	Titres de participation						DA	Emprunts et dettes financière	18A		
AY	Autres Immobilisations financières						DB	Dettes de location - acquisition	18A		
							DC	Provisions pour risques et charges	18A		
							DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES			
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		9 361 462		9 361 462	9 361 462	DE	TOTAL RESSOURCES STABLES		16 632 240	30 361 528
BA	Actif circulant H.A.O	7					DF	Dettes circulantes HAO	7		
BB	Stocks et encours	8					DG	Adhérents, clients -usagers créditeurs	9		
BC	Fournisseurs débiteurs	19	3 283 685		3 283 685	1 885 244	DH	Fournisseurs	19	53 035	53 035
BD	Adhérents, Clients-usagers	9					DI	Autres dettes	20 & 21	518 624	309834,3
BE	Autres créances	10	614 644		614 644	278013,48					
BT	TOTAL ACTIF CIRCULANT		3 898 330		3 898 330	2 843 258	DV	TOTAL PASSIF CIRCULANT		572 659	362 869
BU	Titres de placement	11					DW	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	22		
BV	Values à encaisser	12									
BW	Banques, établissements financiers, caisses et	13	3 944 107		3 944 107	19 199 678					
BX	TOTAL TRESORERIE-ACTIF		3 944 107		3 944 107	19 199 678	DX	TOTAL TRESORERIE-PASSIF			
BY	Ecart de conversion-Actif						DY	Ecart de conversion-Passif			
BZ	TOTAL GENERAL	14	17 263 896		17 263 896	36 724 397	DZ	TOTAL GENERAL	14	17 263 896	36 724 397



IFU : 3202234036472

RCCM: RB/COT/22B 33523

Siège : Lot 1953 Zogbo, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel. : (+229) 95408161/ 97478663

Email : contactcpabenin@gmail.com

thmedenou2000@yahoo.fr

Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004



COMPTE D'EXPLOITATION

REF	LIBELLES	NOTE	EXERCICE AU 31/12/N	EXERCICE AU 31/12/N-1
	Fonds d'administrations consommés			
	Vente de marchandises, produits finis et prestations de services			
	Subventions d'exploitation		38937289,95	69889655
	Autres produits et transferts de charges			
	Reprises de provisions			
A	REVENUS A		38937289,95	69889655
	Immobilisation		0	0
	Achat et variation de stocks		5268253,5	2486597
	Transports		3595745,25	3402266
	Services extérieurs		21123749,7	18106298
	Autres charges		4569162,75	3736479
	Charges de personnel		19182224,25	16496240
B	CHARGES DE FONCTIONNEMENT B		53739135,45	44227880
C	SOLDE DES OPERATIONS DE L'EXERCICE XA-XB		-14801845,5	25661775



IFU : 3202234036472

RCCM: RB/COT/22B 33523

Siège : Lot 1953 Zogbo, 07 BP 0274 Sainte Rita-BENIN

Tel. : (+229) 95408161/ 97478663

Email : contactcpabenin@gmail.com

thmedenou2000@yahoo.fr

Compte bancaire BOA Bénin : 005235480004

30